

# L'ANTIDOTE

Numéro deux

décembre 2015

## l'édito

Nous sommes encore dans la préhistoire politique de l'humanité

ÉCHEC APRÈS ÉCHEC, L'EXPÉRIENCE LE PROUVE :

LE VER DU POUVOIR EST DANS LE FRUIT DE CHAQUE CHANGEMENT POLITIQUE QUI POURRIT PRÉCOCEMENT.

On ne peut espérer changer la vie sans changer fondamentalement les pratiques politiques : culte de la personnalité, idolâtrie, perte de lucidité, sacralisation du leader, tabou de la critique, délégation du pouvoir jusqu'à la confiance aveugle...

Pourtant, Louise Michel, Montesquieu et bien d'autres nous ont prévenus depuis longtemps. De plus, échec après échec, l'expérience le prouve : le ver du pouvoir est dans le fruit de chaque changement politique qui pourrit précocement.

Alors, stop ou encore ?

En débattre est urgent. Eviter de laisser détourner ce sujet par les passerelles de l'extrême-droite est crucial. Rejeter les fausses solutions magiques est fondamental.

C'est reculer que d'être stationnaire. C'est tourner en rond que d'en rester à des déclarations d'intentions. C'est se condamner à l'échec que de ne pas examiner et dépasser les erreurs.

Par delà les chapelles idéologiques, il y a des savoirs-faire qu'il devient urgent d'échanger pour le bien de tous.

Y.Youlountas

**Rejoignez l'antidote et participez à sa rédaction et à sa diffusion**

Un coup de gueule, une info passée aux oubliettes, une date d'évènement à proposer, un dessin, un bouquin, une association à mettre en avant, contactez-nous : [ki6col@gmail.com](mailto:ki6col@gmail.com)

**L'antidote est VOTRE journal !**

## Mais au fait C'est quoi l'état d'urgence ?

C'est un texte régi par une loi votée en 1955, en pleine guerre d'Algérie. C'est la première fois que l'état d'urgence est décrété sur l'ensemble du territoire français. Jusqu'à maintenant, il avait été utilisé pendant la Seconde Guerre mondiale, durant la guerre d'Algérie de 1955 à 1961, en Kanaky (Nouvelle-Calédonie) pendant près de 6 mois. En 2005, pendant la vague d'émeutes, seuls certains départements avaient été concernés.

L'État d'urgence augmente de façon exponentielle les pouvoirs des préfets. Ceux-ci peuvent par exemple, appliquer des perquisitions dans les domiciles de jour comme de nuit, prononcer la fermeture de n'importe quelle salle de spectacle ou lieu de réunion. Ils peuvent assigner à résidence qui ils veulent. Ils peuvent prévoir la dissolution d'associations ou de groupements de fait si ils considèrent que ceux-ci portent une atteinte grave à l'ordre public.

La déclaration de l'état d'urgence permet également l'accès aux données informatiques accessibles depuis n'importe quel lieu perquisitionné.

Dans la foulée le gouvernement en a profité pour prendre des mesures sécuritaires :

Fermer des sites internet, puiser dans les stocks d'armes de la Police Nationale pour armer les policiers municipaux. Embaucher 1500 matons, des douaniers, des flics, renforcer les services de renseignements, renforcer les contrôles aux frontières, déjà en place pour la COP21 et étendus pour trois mois au moins. Il y a également le passage de quatre à six jours pour les gardes à vues (GAV) dans les affaires de terrorisme.

**Ceci n'est probablement que le début d'un tour de vis sécuritaire sans précédent dans l'histoire contemporaine française.**



## Non, la France n'est pas une terre de paix

En Grèce, par exemple, la France incarne actuellement le dépeçage du bien commun massivement bradé aux entreprises bleu-blanc-rouge qui viennent récemment d'accompagner Hollande en terre conquise : Vinci, Total, SNCF, Suez, Veolia, Bouygues, Thales, Lagardère, Dassault... Sans oublier EDF qui saccage la Crète. En Afrique, où le néo-colonialisme frappe depuis cinquante ans, c'est encore pire : l'exploitation contrôle, sous-paie, endette, affame et assassine. Non, décidément, la France n'est pas une terre de paix.

Tous les jours, en Grèce, en Afrique et ailleurs, des enfants s'évanouissent ou meurent de faim, des pères se suicident, des mères se prostituent, des jeunes descendent dans des mines ou s'exilent sous les coups du néo-colonialisme. La capitalisme fait rage et agite le chiffon rouge des fascismes politiques et religieux pour nous faire croire que nous vivons dans la paix, la liberté, l'égalité et la fraternité.

Mais tout cela n'est qu'un leurre, une énième guéguerre entre nos ennemis dont nous sommes,

comme toujours, les victimes, à Paris comme ailleurs. Tant que le pouvoir sera entre les mains de la mort qui nous gouverne, qu'elle soit barbue ou cravatée, nous serons de la chair à canon, à bombe, à kalachnikov, à famas, à grenade offensive, à flash-ball, à emploi précaire, à licenciement, à malbouffe, à télévision, à discipline, à sanction, à humiliation, à prison, à expulsion, à dette privée et publique...

Avec le plus grand culot, le capitalisme nous appelle, aujourd'hui, à l'unité à ses côtés, en se prévalant de la paix. Mais nous ne sommes pas en paix. Nous ne serons jamais en paix avec lui.

Nous ne serons en paix que débarrassés, bien sûr, des fascismes politiques et religieux qui nous menacent et nous assassinent, mais aussi du capitalisme qui a causé plus de morts que toutes les autres idéologies réunies.

Nous ne serons en paix que débarrassés de tous les pouvoirs qui se font la guerre et nous font la guerre.

Nous ne serons en paix qu'en prenant nos vies en mains. Y.Y.

## Recensement des joies (ou pas) de l'état d'urgence en France

La Quadrature du Net a mis en place un wiki qui recense «les joies ou pas de l'état d'urgence». Avertissement, cette page contient des liens, des situations et des récits comportant de l'islamophobie et faisant état de violences policières. Les Objectifs de cette page : Recenser les articles de presse qui parlent de possibles abus / dérapages liés à l'état d'urgence.

[https://wiki.laquadrature.net/%C3%89tat\\_urgence/Recensement](https://wiki.laquadrature.net/%C3%89tat_urgence/Recensement)

## Grèce, tout est à vendre !

*L'accord du 12 juillet entre la Grèce et les autorités européennes confine le pays à un statut néo-colonial, c'est-à-dire, à devenir un protectorat de la troïka (Commission Européenne, Banque Centrale Européenne, Fonds Monétaire International).*

L'accord demande au gouvernement grec d'annuler tous les projets progressistes légiférés par Syriza depuis son arrivée au pouvoir ; de recevoir l'approbation de la troïka avant de décider de nouvelles lois ; d'adopter des mesures d'austérité automatiques en acceptant des «coupures de dépenses gouvernementales quasi-automatiques ; d'accélérer la saisie et la liquidation de commerces et de résidences qui ne peuvent pas payer leurs dettes ; et d'affaiblir, ou même éliminer, les normes du travail protégeant les recours collectifs par des employés.

Mais la clause peut-être la plus humiliante est celle qui force la Grèce à privatiser la somme effarante de 50 milliards d'euros de biens publics. Ceux-ci seront vendus à des investisseurs privés, dont plusieurs seront des étrangers. Les fonds ainsi récoltés seront utilisés pour rembourser la dette du gouvernement et recapitaliser les banques, ainsi que pour de l'investissement en Grèce.

L'accord a été décrit comme étant « une vente de garage désespérée de tout ce que peut trouver la Grèce ». Îles au rabais, sites olympiques bradés, tronçons d'autoroute et entreprises publiques à la pelle, la patrie de Platon vend tout.

Si la plupart des biens mis en vente, comme la société des eaux, les mines, ou bien l'implantation massive d'éoliennes par EDF, ne fera rêver que les multinationales, d'autres possèdent un potentiel onirique certain. Vous rêvez d'une île rien qu'à vous ? Johnny Depp l'a (re)fait, puisque la star américaine

s'est offert l'île de Strongyli, pour 4,5 millions d'euros.

Mais l'un des bijoux de cette foire aux bonnes affaires est sans doute la péninsule d'Astir Vouliagmenis, située à 20 kilomètres du centre d'Athènes. Avec sa marina, son complexe hôtelier de luxe et ses plages très prisées, elle a fait, dans le passé, l'objet des spéculations les plus folles.

Dans les années 60, la Grèce avait lancé le projet Xenia. Des hôtels, dessinés par les plus grands architectes du pays et situés dans des zones d'intérêt culturel et historique. Cinquante ans de mauvaise gestion plus tard, ces boutiques-hôtels se retrouvent en vente. Au même titre que deux sanatoriums et trois manoirs à «haut potentiel hôtelier».

Véritables perles de la Grèce, les ports représentent également le symbole de la résistance grecque contre cette vague de privatisation. Douze de ces infrastructures maritimes font cependant toujours partie de cette grande vente aux enchères : Le Pirée, Thessalonique, Volos, Rafina, Igoumenitsa, Patras, Alexandroupoli, Iraklio, Elefsina, Lavrio, Corfu et Kavala.

Onze ans que la Grèce a organisé le plus médiatisé des spectacles sportifs du monde. Depuis, beaucoup de ces sites olympiques ont été abandonnés, délaissés ou utilisés occasionnellement pour... des mariages. Trois sites sont actuellement à vendre : le Centre d'Aviron Schinia, le Centre Équestre Markopoulo et le Centre Olympique Galatsi.

*Et la liste du pillage de la Grèce est encore longue...*



## Grèce-Israël. Un type d'accord militaire sans précédent

APRÈS LES ÉTATS-UNIS, LA GRÈCE DEVIENT LE DEUXIÈME PAYS AU MONDE PERMETTANT AUX FORCES MILITAIRES ISRAËLIENNES DE STATIONNER SUR SON TERRITOIRE.



Ca s'appelle le SOFA (Status of forces agreement). Il s'agit d'une entente juridique mutuelle permettant aux forces armées d'un pays de stationner dans un autre, et inversement. Cet accord militaire a été signé au nom du gouvernement Syriza en mai et en juillet 2015. Déjà, en début d'année, des avions de guerre israéliens ont réalisé plusieurs missions d'entraînement en Grèce, notamment des hélicoptères apaches (appareil utilisé lors des massacres de civils à Gaza l'été dernier). Une expérience qui sera sans aucun doute utilisée pour attaquer la bande de Gaza lors de futurs assauts militaires israéliens. De même, des pilotes d'hélicoptère grecs s'entraîneront en Israël au cours des prochains mois.

La Grèce, pays sous tutelle des dirigeants européens et de l'Otan, devient également une base pour l'une des armées les plus criminelles au monde. Le virage politique de la Grèce est donc également un virage diplomatique, sous forte influence américaine . A suivre ...

Marie



# on ne vous dit pas tout ...

## Conserver Nantes Atlantique coûterait dix fois moins cher que de construire Notre-Dame-des-Landes...

Après la sortie en juin de son cahier sur l'Economie et les emplois, l'atelier citoyen publie aujourd'hui son deuxième cahier, sur les comparaisons financières « Nantes Atlantique versus Notre-Dame-des-Landes ».

La comparaison a été menée de façon méthodique et rigoureuse par des professionnels de la comptabilité et de la gestion d'entreprise, à partir du plan de finances d'AGO-Vinci pour Notre-Dame-des-Landes et des estimations de coûts des travaux sur Nantes Atlantique.

Comparés sur la durée du contrat de concession (jusqu'en 2067) avec toutes les phases de travaux prévus en lien avec l'évolution du trafic, et avec les travaux connexes (pour NA : prolongation du tramway ; pour NDL : tram-train et pont sur la Loire), la différence de coûts des investissements est sans appel : 175 M euros (constants 2016) pour Nantes Atlantique contre 1 512 à 1 885 M euros pour Notre-Dame-des-Landes (1 885 M euros étant considéré plus réaliste : il intègre un dépassement de 45 % des coûts de construction prévus, proche de la moyenne européenne).

Par ailleurs, l'Atelier Citoyen a estimé les frais de résiliation que l'Etat devrait payer à AGO-Vinci en cas d'abandon du projet : 150 à 250 M euros. Ce montant, calculé selon un taux d'actualisation conformément au contrat de concession, met un terme aux montants fantaisistes qui ont un moment circulé.

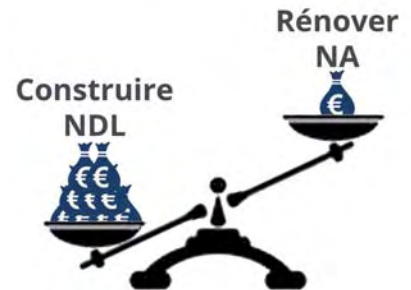
Si Notre-Dame-des-Landes se faisait, étant donné que toutes les voies d'accès sont à créer, les collectivités locales dépenseraient énormément d'argent : outre leur mise de fond initiale pour la plateforme et le barreau routier (131 M euros constants 2016), il faut compter le tram-train (et ses déficits annuels) et un nouveau pont sur la Loire. Soit, au total, 920 M euros à la charge des collectivités locales ! En outre, ce montant n'inclut pas leur participation à l'hypothétique LGV Nantes-NDL-Rennes, ni une gare LGV à NDL, ni la gestion de la piste de Nantes-Atlantique pour Airbus...

Si l'on conserve Nantes-Atlantique, la facture des collectivités locales serait considérablement allégée : celles-ci ne financeraient que sa desserte en transport en commun, soit de 40 à 50 M euros pour la prolongation du tramway.

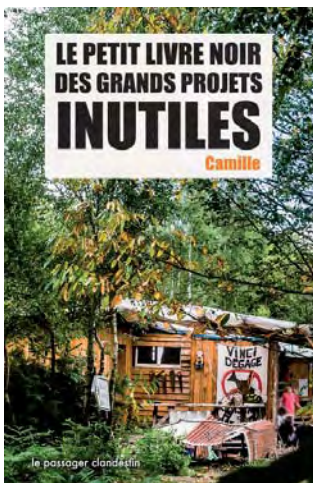
L'Etat et AGO seraient aussi gagnants financièrement avec le maintien de Nantes Atlantique. Seules les banques verraient leurs gains diminuer, et de beaucoup (la solution NDL leur apporterait un gain probable de plus de 600 M euros, celle de NA, moins de 40 M).

À l'heure où l'argent public se fait de plus en plus rare, cela donne à réfléchir.

Découvrez la première version du cahier finances (36 pages, 1,4Mo) et sa fiche de synthèse (2 pages, 0,9Mo)  
<http://www.ateliercitoyen.org/?p=412>



## LECTURE



### Le petit livre noir des grands projets inutiles

On bétonne à tour de bras ! Autoroutes, aéroports, lignes LGV, stades de foot, incinérateurs, centrales nucléaires, lignes à très haute tension...

Heureusement, l'inutilité et la nocivité de ces grands projets trouvent sur leur route toute une population déterminée, en multipliant les zones à défendre (ZAD), à inventer d'autres manières d'occuper le terrain. Cet ouvrage décrit les principaux projets inutiles de notre temps, buttant sur des mobilisations ô combien nécessaires : de Notre-Dame-des-Landes au barrage de Sivens, en passant par Gonesse, Lyon, Rouen, Toulouse ou la Picardie ... Camille est l'auteur de ce livre écrit à mille mains.

Afin de préserver l'anonymat des opposants tout en évitant les errements d'une médiatisation à outrance de quelques « porte-parole » autoproclamés, les militants ont décidé de toutes et tous se dénommer Camille.

124 pages - ISBN : 978-2-36935-037-8 - juillet 2015

## l'antidote

média libre, local et à prix libre à parution mensuelle, réalisé par des citoyens. ont participé à ce numéro : Olivier, Marie, Yannis, Martial et Camille  
l'antidote est disponible dans certains points de vente, lieux militants, sur le marché, ...  
courriel : [ki6col@gmail.com](mailto:ki6col@gmail.com) - [www.ki6col.com](http://www.ki6col.com)  
impression par nos soins - ne pas jeter sur la voie publique